

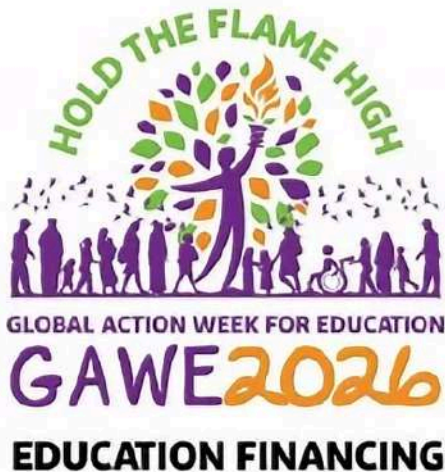


« Gardons la flamme bien haute » : le mouvement mondial pour l'éducation se mobilise lors du lancement virtuel de la GAWÉ 2026

La Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) a inauguré la 24e Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWÉ 2026) par un lancement virtuel le 20 avril 2026, réunissant des centaines de militants, de jeunes, de syndicats d'enseignants, de coalitions, de bailleurs de fonds et de partenaires des Nations unies issus de toutes les régions. Organisé sous le thème du financement de l'éducation et sous le slogan « Gardons la flamme de l'éducation bien haute », ce lancement a souligné qu'en cette période de guerres, de crises de la dette, d'austérité et de dérèglement climatique, la défense des budgets de l'éducation publique est devenue à la fois une question d'urgence et de justice, et non un simple débat technique.



En ouvrant la manifestation, Cecilia « Thea » Soriano, responsable des campagnes et de la communication au sein de la GCE, a rappelé aux participants que la Semaine mondiale de l'éducation pour tous (GAWE) est depuis 24 ans un espace de lutte commune et de solidarité, et que la campagne de cette année vise à « exiger avec force le financement d'une éducation publique de qualité pour tous » face aux crises mondiales qui se recoupent. Le président de la CME, Refat Sabbah, a souligné que le déficit de financement annuel de près de 97 milliards de dollars américains et le fait que 41 % des pays ne parviennent toujours pas à respecter les seuils minimaux de dépenses en matière d'éducation sont le résultat de choix politiques et économiques, et non une fatalité, car de nombreux gouvernements consacrent désormais davantage de ressources au remboursement de la dette et aux budgets militaires qu'à l'éducation.



Grant Kasowanjete, coordinateur mondial de la GCE, a présenté les quatre piliers qui guident l'initiative GAWE 2026 : la responsabilisation concernant l'ODD 4 et les engagements pris à la suite du Sommet sur la transformation de l'éducation ; la défense et le financement d'une éducation publique de qualité face à la privatisation et aux « fausses solutions » ; la transformation du système financier mondial par le biais de la justice fiscale internationale et de l'annulation de la dette ; et une mobilisation publique de masse menée par les 120 organisations membres de la GCE et leurs communautés.

Des intervenants du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation, de l'Internationale de l'Éducation, de Transparency International et de réseaux de jeunes ont réaffirmé ces principes fondamentaux, soulignant comment l'austérité, la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et la corruption portent atteinte aux enseignants, excluent les apprenants marginalisés et affaiblissent des systèmes déjà fragiles, en particulier dans les pays touchés par des conflits et à faible revenu.



Case for Investment

GPE's case for investment outlines GPE's impact

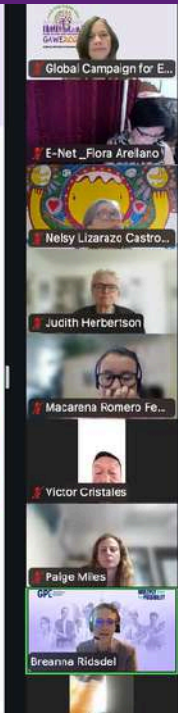
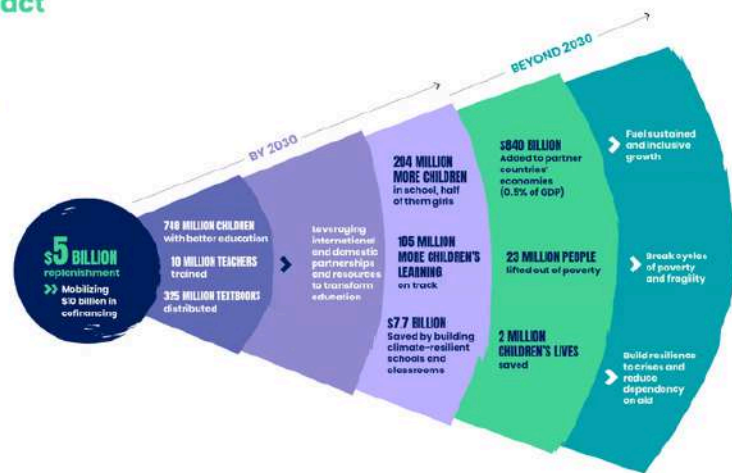
The case for investment covers the benefits of investing in education, the cost of inaction, and why GPE is a critical investment.

With a \$5 billion replenishment, GPE will mobilize \$10 billion in cofinancing for a combined **\$15 billion investment by 2030**.

Across more than **90 partner countries**, this will:

- Reach nearly 750 million children with better education
- Train 10 million teachers
- Distribute 325 million textbooks

Download the full and summary versions on GPE's website [here](#)



Le Partenariat mondial pour l'éducation a souligné que sa mission consistait à soutenir le financement durable de l'éducation publique et à favoriser une transformation systémique à long terme, afin que les ressources nationales et internationales puissent apporter des bénéfices durables aux apprenants les plus exposés au risque d'être laissés pour compte.

Le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement a présenté son nouveau modèle opérationnel comme un changement de paradigme dans le financement de l'éducation, passant d'une approche étroitement centrée sur les volumes d'aide à une approche visant à mobiliser les financements publics et privés, à soutenir les systèmes et à recourir à des instruments innovants afin de mettre fin à la dépendance à long terme à l'égard de l'aide, tout en continuant à protéger le droit à une éducation publique de qualité pour les personnes les plus exposées au risque d'exclusion.



Les jeunes leaders d'Amérique latine et de la région Asie-Pacifique ont souligné que le financement de l'éducation est une question de justice, et non de charité, et ont appelé à un investissement soutenu dans une éducation publique inclusive et favorable à l'égalité des sexes, capable de lever les obstacles structurels auxquels sont confrontées les filles, les jeunes autochtones et d'ascendance africaine, les apprenants en situation de handicap et ceux vivant dans la pauvreté ou dans des zones reculées. Les messages de solidarité régionale provenant d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, de la région arabe, d'Asie-Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que du groupe des ONG internationales, se sont cristallisés autour de trois revendications : financer l'éducation, pas la guerre ; résoudre la crise de la dette et élargir la marge de manœuvre budgétaire pour les services publics ; et garantir à la fois des ressources nationales progressives et un financement international prévisible et équitable, y compris l'aide publique au développement, au nom de la justice mondiale et de la réparation des injustices historiques.

Le GAWE 2026 s'est également positionné comme une contribution majeure de la société civile à l'appel lancé par le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation en vue de recueillir des contributions sur l'architecture financière internationale, la dette et l'éducation, renforçant ainsi les revendications en faveur de la justice fiscale, de l'annulation de la dette et d'une refonte féministe et fondée sur les droits des règles de financement mondial, afin que les États puissent élargir leur marge de manœuvre budgétaire en faveur de l'éducation publique au lieu de consacrer leurs maigres ressources au service de la dette.





Quality Public Education for All

The Global Campaign for Education (GCE) is a global movement of activists, teachers, students, parents, and communities in over 100 countries working to defend everyone's right to free, quality public education. We unite national education coalitions and advocates to

Le lancement a également permis de présenter des outils d'action pour toute la semaine du 20 au 25 avril, notamment le nouveau site web multilingue et accessible de la CME – qui sert désormais de plateforme centrale pour les ressources de la GAWE 2026 –, un observatoire du financement de l'éducation, un centre d'apprentissage et des ressources de plaidoyer destinées aux jeunes –, positionnant ainsi la campagne à la fois comme un moment politique et un espace d'organisation à long terme.

En clôture de l'événement, la CME a invité les participants à mettre à profit la GAWE 2026 pour intensifier le plaidoyer national et régional, « frapper à toutes les portes du pouvoir » et entretenir la flamme de l'éducation publique bien au-delà de cette semaine, jusqu'à ce qu'aucun enfant, jeune ou apprenant adulte ne soit laissé pour compte.